

En Europe, l'onde de choc de l'inflation se propage

Éric Albert

La hausse des prix engendrée par la crise pétrolière touche désormais la plupart des secteurs économiques

Deux mois après le début de la guerre américano-israélienne en Iran, le 28 février, la facture se matérialise pour Marcegaglia, un groupe italien d'acier : 4 millions d'euros de surcoûts par mois. Il faut compter le doublement du prix du gaz, utilisé comme source d'énergie dans deux de ses usines, le bond de 25 % de celui du transport maritime, nécessaire pour importer des produits d'Asie, ou encore le prix du diesel pour sa flotte de camions. « *C'est négatif mais ça ne représente que 2 % de nos coûts, l'impact n'a pour l'instant rien à voir avec la crise de 2022*, relativise Emma Marcegaglia, qui dirige cette multinationale familiale de 7 800 personnes. *En revanche, si le conflit dure, la situation peut devenir douloureuse.* »

L'économie européenne est à l'instar de cette société italienne : l'inflation commence à se répandre, après le quasi-doublement des prix du gaz et du pétrole. Mais le choc reste, pour l'instant, gérable. La hausse des prix en zone euro est passée de 1,9 % en février (sur douze mois), à 3 % en avril. C'est un coup au pouvoir d'achat des ménages, et aux marges des entreprises, mais cela reste loin des 10 % atteints fin 2022. En France, l'inflation est passée de 1,1 % en février à 2,5 % en avril, selon Eurostat.

« *On prévoit un pic de l'inflation en septembre autour de 3,1 % en zone euro* », dit Michel Martinez, chef économiste pour l'Europe à la Société générale. Qui reconnaît être obligé de revoir « *tous les quinze jours* » ses prévisions, le conflit s'étirant plus longtemps que les anticipations initiales. « *Si le détroit d'Ormuz restait fermé six mois, ça changerait la donne* », ajoute-t-il.

Le choc a donc commencé à se répandre dans une série de dominos, qui tombent les uns après les autres. Le premier, dès la semaine du 2 mars, a été le bond du prix de l'essence constaté par les automobilistes dans les stations-service. Aujourd'hui, en France, le sans-plomb 95 est 19 % au-dessus du prix d'avant la guerre, et le diesel, à 31 % au-dessus. Le deuxième domino a été la pétrochimie : le géant allemand BASF a appliqué une hausse allant « *jusqu'à 30 %* » pour ses acides aminés, qui servent de base aux détergents, aux cosmétiques ou encore aux solvants.

Le troisième domino, juste derrière, est celui de la chimie. Dès le 11 mars, Lanxess, un groupe qui a son siège à Cologne (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) et achète des composants auprès des pétrochimistes pour les transformer, a annoncé une hausse des prix de 15 % à 50 % pour des additifs allant dans la fabrication des pneus. Depuis, il égrène les augmentations : 20 % pour des composants utilisés dans les peintures, 50 % « *ou plus* » pour un antioxydant, « *jusqu'à 35 %* » supplémentaires pour des polymères servant pour des produits ignifuges, etc. Soit huit hausses tarifaires depuis le début du conflit.

Réaction rapide

Quatrième domino : les biens manufacturés. Les analystes de la banque suisse UBS ont, par exemple, passé en revue les fabricants de matériaux isolants. Et « *les produits ont vu une hausse de 5 % à 20 %* ». Plus inquiétant : si la progression est, pour l'instant, moitié moins forte qu'en 2022 et 2023, lors du choc gazier qui avait suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les entreprises ont réagi nettement plus vite.

Le dernier domino est celui des biens de consommation. Comme le textile : l'enseigne britannique Next, qui compte 500 magasins, estime que la crise en Iran augmenterait ses coûts de 15 millions de livres (17 millions d'euros) si elle ne durait que trois mois – il faudrait donc que le conflit soit résolu d'ici à la fin mai. La moitié de cette facture provient des avions que l'entreprise utilise pour transporter ses marchandises. « *Si le conflit persiste, ce coût sera passé dans des prix aux consommateurs plus élevés* », avertit Simon Wolfson, son directeur général.

L'alimentaire n'est pas exempt, l'agriculture utilisant en larges quantités des engrais et du carburant (tracteurs, transport...). Emmanuel Besnier, le PDG de Lactalis, premier groupe laitier au monde, a annoncé qu'il allait devoir « *répercuter* » l'impact de la hausse des coûts « *à la fois sur les transports et les emballages* ». Même les préservatifs n'échappent pas à la tendance haussière : Karex, un sous-traitant malaisien qui en produit 5 milliards

par an, notamment pour Durex, a annoncé une hausse des prix de 20 % à 30 %, à cause du renchérissement de la fabrication du caoutchouc synthétique, un dérivé du pétrole.

Néanmoins, l'un des facteurs qui amortit l'envolée des prix est la mollesse de la conjoncture. « *En 2022, on sortait de la pandémie [de Covid-19] et la demande était plus forte, explique M^{me} Marcegaglia, la directrice du groupe d'acier italien. C'était plus facile de répercuter les hausses de coûts aux consommateurs.* » Ce sera plus difficile cette fois-ci.

La croissance au premier trimestre 2026 en zone euro n'a d'ailleurs été que de 0,1 %, contre 0,2 % et 0,3 % lors des deux trimestres précédents. En France, l'économie a stagné au premier trimestre, avec un produit intérieur brut inchangé. « *A cause de la crise au Moyen-Orient, on prévoit 0,4 point de croissance en moins pour la zone euro, à 0,8 %, et 0,5 point d'inflation en plus, à 2,6 % en moyenne sur l'année* », explique Alain Durré, économiste chez Natixis.

Mais ce scénario, où le choc est contenu, dépend d'une hypothèse forte : une réouverture complète du détroit d'Ormuz d'ici à la fin du mois de juin. L'Allemagne et l'Italie, pays plus industriels et plus dépendants de l'énergie, seraient les plus touchés. La France, protégée par l'électricité nucléaire – déconnectée du gaz – et son industrie plus faible, serait davantage épargnée.

Surtout, M. Durré n'envisage pas d'emballement de l'inflation, ce que les économistes appellent des « effets de second tour ». En clair, il parie sur le fait que les salaires ne repartiront pas fortement à la hausse. « *Contrairement à 2022, le choc énergétique se produit alors que le marché du travail est moins tendu, avec notamment une hausse du chômage en Espagne et en France. Les salariés auront moins de capacité à négocier des hausses* », explique-t-il.

Dans ce contexte, un scénario de stagflation (une stagnation économique et une inflation des prix) aussi violent que dans les années 1970 ne semble pas se dessiner, à en croire Paul Jackson, stratégeste à Invesco, une société de gestion d'actifs. Il souligne que les prix du pétrole avaient quadruplé en 1973, avant de doubler à nouveau en 1979. Il faudrait un baril de pétrole brut dépassant 200 dollars (171 euros) pour répliquer un choc similaire. « *Ça me semble improbable, ne serait-ce que parce que ça n'arrangerait pas le président [américain, Donald Trump]* », affirme-t-il. Mais cette hypothèse politique, qui peut paraître rationnelle, dépend aussi du régime iranien.